



**MARYLISE LÉON, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CFDT**

# « En finir avec les employeurs biberonnés aux exonérations »

La leader du premier syndicat français plaide une nouvelle fois pour une augmentation du smic et refuse de participer à la manifestation de la CGT.

## RENTREE SOCIALE

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**FANNY GUINOCHET**

### Comment abordez-vous cette rentrée ?

Le contexte est inédit. Je suis inquiète et j'alerte les politiques : depuis l'annonce de la dissolution, les défis auxquels nous sommes confrontés, notamment climatiques et sociaux, passent à l'as... Tout le monde est focalisé sur la nomination d'un Premier ministre.

### La France est à l'arrêt ?

On est en suspens alors que les besoins des travailleurs n'ont pas disparu cet été. Les responsables politiques semblent oublier que les citoyens, par leur vote, ont construit un front républicain. Il est urgent qu'ils fassent preuve d'autant de responsabilité. La seule nomination d'un Premier ministre ne règle pas tout. La responsabilité est aussi du côté du Parlement.

### Le Nouveau Front populaire propose la candidature de Lucie Castets. La CGT également... Et vous ?

Je ne milite pour personne. Ce n'est pas le rôle d'un syndicat d'intervenir dans le casting et de faire pression sur le président pour qu'il nomme tel ou tel Premier ministre... Nous ne nous associons pas à la mobilisation du 7 septembre, c'est une initiative politique. Mais la nomination est trop longue. C'est aussi un enjeu de respect vis-à-vis des citoyens.

### Quels doivent être les urgences du Premier ministre ?

Justement. Plus de considération pour la société civile. L'exercice du pouvoir, ce n'est pas de travailler seul, c'est accepter de laisser une part de responsabilité à d'autres. Il faut un ou une responsable politique qui change de méthode, et respecte ses interlocuteurs. Par exemple, rien ne sert de faire des conventions citoyennes ou des conférences sociales qui ne sont pas suivies d'effet.

### Vous pensez à la conférence sociale de 2023...

Oui. Nous avons obtenu, à cette occasion, la reconnaissance des travailleurs pauvres. Mais cette avancée n'a débouché sur rien de concret, alors que des engagements avaient été pris. Pourtant, la question du pouvoir d'achat et des salaires reste le sujet numéro un des travailleurs.

**Alors même que l'inflation baisse : ce vendredi, elle est tombée sous**

### les 2 % sur un an...

L'inflation baisse, mais les augmentations salariales n'ont pas été à la hauteur dans de nombreux secteurs. Il y a urgence à travailler la reconnaissance des compétences, la progression des carrières. Il y a un an, Matignon nous avait promis de se pencher sur les bas salaires, le patronat s'était engagé à renégocier les classifications dans les branches. Résultat : zéro ! Idem pour l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. La refonte promise de l'index égalité pro est tombée aux oubliettes, la directive européenne sur la transparence des salaires n'est toujours pas transposée.

### Le NFP demande un smic à 1600 euros net. C'est la solution ?

Il faut une augmentation du smic, car les travailleurs au smic n'arrivent pas à vivre dignement. La vie est trop chère et le logement pèse. C'est d'ailleurs une question que nous devons traiter et ce peut être un sujet de négociation avec les partenaires sociaux. Mais, pour la CFDT, l'enjeu est aussi de faire en sorte qu'un travailleur ne passe pas sa vie au smic. Le smic doit être un salaire d'entrée dans la vie active dans lequel il ne faut pas être enfermé.

### Les employeurs se plaignent pour 100 euros d'augmentation, il leur faut déboursier autours de 300 euros...

C'était un sujet de la conférence sociale d'octobre dernier. Le gouvernement avait lancé la mission des économistes Antoine

Bozio et Étienne Wasmer. Mais c'est au point mort, alors que nos propositions sont simples : arrêt des exonérations de cotisations pour les employeurs qui laissent plus de deux ans un salarié au smic. J'entends des patrons reconnaître que les salaires sont insuffisants... Je leur dis : « Allez-y ! Augmentez vos équipes sans attendre des aides de l'État ! » Car avec tous les éléments sociaux payés par l'État, on se demande qui paie réellement le travail... Qui finance la prime d'activité, les primes défiscalisées et désocialisées ? Il faut en finir avec ces politiques low cost, avec des employeurs biberonnés aux exonérations de cotisations et qui par conséquent n'ont aucun intérêt à augmenter les salaires.

**Pourquoi ne pas défilé avec la CGT le 1<sup>er</sup> octobre pour défendre les salaires ?** Parce que la CFDT n'a jamais été adepte du rituel de la mobilisation de rentrée. Déjà, cela supposerait que notre action s'est arrêtée cet été, alors que nos mili-

tants étaient aux côtés des salariés de Duralex, du gaz et de l'énergie, des saisonniers, des personnels de sécurité mobilisés pour leurs salaires, de ceux de l'hospitalisation privée, des agents de la protection judiciaire de la jeunesse... Tout l'été, la CFDT était sur le terrain.

### François Bayrou estime que la réforme des retraites pourrait être améliorée.

#### Il a raison ?

Cette réforme est injuste, elle creuse les écarts entre les hommes et les femmes, elle a été mal posée. Nous avons fait de nombreuses manifestations pour nous y opposer. La CFDT milite toujours pour revenir à un départ à 62 ans. Je rappelle que nous n'étions pas contre une réforme des retraites, mais pas celle-ci. La CFDT est toujours favorable à la construction d'un régime universel plus juste.

### Sans faire table rase, quels sont les points à améliorer ?

La reconnaissance de la pénibilité est incontournable. Cela fait vingt ans que la CFDT milite pour et que l'on nous répond que c'est trop compliqué.

### Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, plaide pour un référendum sur la réforme des retraites...

Je n'ai pas besoin de référendum pour dire non aux 64 ans ! Les Français ont déjà suffisamment exprimé leur désaccord.

### Les enseignants appellent à une grève le 10 septembre. Vous les soutenez ?

La CFDT n'est pas dans le mouvement car le mot d'ordre concerne le boycott des nouvelles modalités d'évaluation... Or le ministre de l'Éducation est démissionnaire, et personne ne sait si le prochain les mettra en œuvre. Notre enjeu est de faciliter au maximum le travail de la communauté éducative dans un climat d'incertitudes. Au-delà de l'école, nous devons réfléchir collectivement à la façon d'aider nos jeunes à s'insérer. Je n'aime pas le discours ambiant qui consiste à dire que les jeunes se détachent du travail, sont individualistes : c'est injuste et délétère. ■



**Au-delà de l'école, nous devons réfléchir collectivement à la façon d'aider nos jeunes à s'insérer**



“

**Il faut un ou une  
responsable politique  
qui change de  
méthode et respecte  
ses interlocuteurs**

▶▶▶  
Retrouvez l'intégralité  
de l'interview sur  
[Latribune.fr](https://latribune.fr)



Marylise  
Léon dans  
les locaux  
de la CFDT,  
vendredi.

SEBASTIEN LEBLAN POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

